

La "journée de tous les dangers" annoncée pour mercredi au Burundi n'a pas eu lieu

RFI, 15-04-2015 Burundi : faible mobilisation à l'appel de l'opposition contre le 3e mandat Au Burundi, l'opposition avait décidé de manifester, ce mercredi 15 avril, dans les rues de Bujumbura jusqu'à ce que le président sortant, Pierre Nkurunziza, renonce à se présenter à un troisième mandat. Alors que le pouvoir avait mis en garde contre une mobilisation qualifiée, d'ores et déjà, d'insurrection et de rébellion, le constat est qu'il n'y a pas eu ou peu de mobilisation. Tout le monde s'attendait à une journée de tous les dangers et la police burundaise s'attendait à faire face à de grandes manifestations de l'opposition. Dès l'aube, elle avait installé un dispositif sécuritaire très impressionnant, notamment sur les six ponts qui donnent accès au centre-ville, ainsi qu'aux principaux carrefours de la capitale.

Autre mesure remarquable, celle de l'interdiction faite aux billets de taxis-moto et autres taxis-vélo de passer les ponts de Bujumbura, ce qui a permis de les confiner dans les quartiers périphériques. Enfin, des dizaines de camionnettes remplies de policiers en tenue anti-émeute, des camions anti-émeute et anti-incendie sillonnaient les rues de la capitale, sans doute pour impressionner d'éventuels manifestants. Est-ce la peur inspirée par ce déploiement policier ou la préparation manifeste des organisateurs de la mobilisation ? Aucune véritable tentative de regroupement ou de manifestation n'a été signalée dans la capitale burundaise et le pouvoir ne cachait pas sa satisfaction à la mi-journée. « Les gens n'ont pas à perdre de temps derrière des politiciens qui n'ont aucun projet politique », estime Will Nyamitwe, chargé de communication à la présidence. C'est un autre son de cloche que l'on entend du côté de l'opposition qui parle du « début de la mobilisation » contre le troisième mandat contre Nkurunziza. « Nos militaires et les Burundais sont prêts. Ils attendent notre signal », jure Onésime Nduwimana, un des frondeurs du parti au pouvoir.